

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/203068]

**7 JUNI 2018. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 25 april 2017 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende oprichting van de Stichting Zoniënwood (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Het samenwerkingsakkoord van 25 april 2017 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende oprichting van de Stichting Zoniënwood wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 juni 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—  
Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waalse Parlement 1104 (2017-2018) Nr. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 6 juni 2018

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203069]

**25 AVRIL 2017. — Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la création de la Fondation Forêt de Soignes**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, et article 92bis, § 1<sup>er</sup>, modifiés par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat;

Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, l'article 27;

Vu l'accord du Ministre de la Région flamande en charge du budget, du 3 février 2017;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne du Budget, donné le 15 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge du budget, donné le 24 novembre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances de la Région flamande, donné le 2 août 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances de la Région wallonne, donné le 12 mai 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 14 avril 2016;

Vu la concertation des Gouvernements régionaux du 19 septembre 2016, en application de l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que les Gouvernements de la Région flamande, de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale sont tenus de mener une concertation commune sur les dispositions particulières concernant les forêts situées sur le territoire de plus d'une Région;

Considérant que la Forêt de Soignes remplit une fonction écologique, culturelle et sociale importante;

Considérant qu'un schéma de structure interrégional a été élaboré pour la Forêt de Soignes;

Considérant que le 10 novembre 2008, les trois Ministres compétents ont signé la déclaration d'intention relative à la collaboration interrégionale pour le développement et la gestion de la Forêt de Soignes;

Considérant que dans cette déclaration, les Ministres :

- approuvent les concepts et principes qui figurent dans le schéma de structure;

- s'engagent à développer un modèle de concertation interrégional concernant la Forêt de Soignes;

- conviennent de développer un plan par étapes basé sur le schéma de structure;

Considérant que la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale ont signé le 30 avril 2012 l'accord portant le modèle de concertation dans le cadre du schéma de structure de la Forêt de Soignes;

Considérant que des réalisations sont prévues dans la Forêt de Soignes et ses alentours, dans le cadre du schéma de structure interrégional, dont une partie sont en cours d'exécution;

Considérant que l'harmonisation de toutes les initiatives et de tous les acteurs au-delà des limites des niveaux administratifs, des partenaires publics et privés, des domaines, des thèmes et des groupes cibles requiert un engagement constant et qu'à cet égard, la Fondation Forêt de Soignes peut offrir les garanties nécessaires pour la réalisation à venir des accords précités;

Considérant l'importance de la réalisation du schéma interrégional pour un avenir durable des valeurs naturelles de la zone;

Considérant que la Fondation Forêt de Soignes est créée en vue de poursuivre la réalisation du schéma de structure et bénéficie d'un financement de base pour concrétiser cet objectif désintéressé;

Considérant que la gestion de la Forêt de Soignes sur le territoire de la Région flamande, de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale est assurée respectivement par l'Agentschap voor Natuur en Bos, la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement,

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne de son Ministre-Président et du Ministre flamand en charge de la politique forestière;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon en la personne de son Ministre-Président et du Ministre wallon en charge de la politique forestière;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale en la personne de son Ministre-Président et du Ministre en charge de la politique forestière;

Conviennent de ce qui suit,

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

##### **Article 1<sup>er</sup>.** Définitions

Dans le présent accord, on entend par:

1° Fondation Forêt de Soignes: la fondation telle que visée à l'article 3 du présent accord de coopération;

2° les parties: les parties au présent accord;

3° le présent accord: le présent accord de coopération;

4° la loi du 27 juin 1921: la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes;

5° la concertation ministérielle: une concertation ministérielle instituée par l'article 4 de l'accord de coopération du 30 avril 2012 entre la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale pour le modèle de concertation dans le cadre du Schéma de structure de la Forêt de Soignes;

6° schéma de structure interrégional: une vision commune et cohérente pour la Forêt de Soignes, définie dans la déclaration d'intention relative à l'accord interrégional pour le développement et la gestion de la Forêt de Soignes du 10 novembre 2008, qui définit les options stratégiques, comme celles pouvant être de temps en temps revues;

7° plan stratégique triennal: un plan qui traduit les options stratégiques du schéma de structure interrégional en objectifs stratégiques pour la Fondation Forêt de Soignes, pour trois années calendrier successives;

8° plan opérationnel annuel: un plan qui reprend les objectifs opérationnels de la Fondation Forêt de Soignes pour une année calendrier, en application du plan stratégique triennal en vigueur.

##### **Art. 2.** Objet

Le présent accord vise la création de la Fondation Forêt de Soignes et la définition de ses missions, ainsi que des modalités de fonctionnement, d'organisation et de collaboration.

##### **Art. 3.** Fondation Forêt de Soignes

§ 1<sup>er</sup>. Par le présent accord, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale consentent à la création de la Fondation Forêt de Soignes.

§ 2. La Fondation Forêt de Soignes est une personne morale de droit public, qui est créée sous la forme d'une fondation privée au sens de l'article 27 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes.

§ 3. La Fondation Forêt de Soignes est créée par acte authentique, conformément aux articles 27 et suivants de la loi du 27 juin 1921.

§ 4. Les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative sont d'application.

##### **Art. 4.** Mission

§ 1<sup>er</sup>. La Fondation Forêt de Soignes prend les initiatives nécessaires à la réalisation du schéma de structure interrégional, sans préjudice de l'article 14 du présent accord.

Les modalités détaillées de modification du schéma de structure interrégional sont définies conjointement par les trois Ministres compétents. La modification du schéma de structure interrégional n'a aucun impact sur le contenu du présent accord. Le cas échéant, une révision du schéma de structure interrégional n'entraînera dès lors pas une modification du présent accord.

La Fondation Forêt de Soignes n'agira en aucun cas comme remplaçant en ce qui concerne l'exercice des compétences régionales relatives à la gestion de la Forêt de Soignes.

§ 2. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, la Fondation Forêt de Soignes se charge des missions suivantes:

- 1° accomplissement de l'accompagnement pour la réalisation du schéma de structure interrégional, y compris la participation du public et les aspects liés à la communication;
- 2° suivi de projet, au niveau technique et contenu, et recherche de (co-) financement de projets;
- 3° faciliter l'accueil du public, conformément au schéma de structure interrégional;
- 4° coordination de la collecte de données nécessaire à la réalisation du schéma de structure interrégional et à l'échange d'informations entre les Régions.

**Art. 5. Etudes et enquêtes**

La Fondation Forêt de Soignes est habilitée à (faire) effectuer les études et enquêtes nécessaires dans le cadre de sa mission.

CHAPITRE II. — *Organisation de la Fondation*

*Section 1<sup>er</sup>. — Le Conseil d'administration*

**Art. 6. Composition du Conseil d'administration**

§ 1<sup>er</sup>. La Fondation Forêt de Soignes est administrée par un Conseil d'administration composé au moins de sept membres, à savoir :

- 1° un administrateur, désigné par le Gouvernement de chaque Région, chargé de par sa fonction de la gestion effective de la Forêt de Soignes. Le Gouvernement de chaque Région désigne également un suppléant;
- 2° un administrateur, désigné par le Gouvernement de chaque Région, ayant un lien spécifique avec la Forêt de Soignes. Le Gouvernement de chaque Région désigne également un suppléant;
- 3° un président impartial et indépendant comme septième membre, coopté par les autres administrateurs.

§ 2. Maximum quatre administrateurs indépendants supplémentaires peuvent être nommés par consensus, par cooptation au sein du Conseil d'administration.

L'administrateur indépendant au sens de ce paragraphe doit répondre au moins aux critères suivants :

- 1° sur une période de cinq ans précédant sa nomination, ne pas avoir exercé un mandat de membre de l'organe administratif ou une fonction de membre de la direction ou de personne chargée de l'administration quotidienne, ni à la Fondation Forêt de Soignes, ni pour une instance relevant des compétences des Régions ou cabinets concernés;
- 2° ne pas avoir ou avoir eu, au cours de l'exercice comptable précédent, de relation d'affaires importante avec la Fondation Forêt de Soignes, ni directement, ni comme associé, actionnaire, membre de l'organe administratif ou membre du personnel dirigeant, d'une société ou d'une personne qui entretient de telles relations avec la Fondation Forêt de Soignes;
- 3° ne pas avoir été membre du personnel dirigeant de la Fondation Forêt de Soignes les trois années précédentes;
- 4° ne pas avoir de conjoint, partenaire cohabitant légal ou parent jusqu'au deuxième degré exerçant, au sein de la Fondation Forêt de Soignes, un mandat de :
  - a) membre du Conseil d'administration;
  - b) membre de la direction;
  - c) membre du personnel dirigeant.

**Art. 7. Mandat**

§ 1<sup>er</sup>. Le mandat d'administrateur est exercé à titre gratuit.

§ 2. Le mandat des administrateurs désignés conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 1°, se termine quoi qu'il en soit lorsque prend fin la fonction qui les charge de la gestion effective de la Forêt de Soignes.

Le mandat des administrateurs nommés par les Régions conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 2°, se termine quoi qu'il en soit à la fin de chaque législature. Les administrateurs sortants continuent d'exercer le mandat en cours jusqu'à leur remplacement.

Le mandat du président et des autres administrateurs éventuellement cooptés, conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 3°, et § 2, est valable pour une durée de cinq ans. Ces administrateurs ne sont pas rééligibles.

Ce qui précède ne porte pas préjudice à ce que prévoient les statuts concernant la fin anticipée d'un mandat d'administrateur.

**Art. 8. Fonctionnement du Conseil d'administration**

§ 1<sup>er</sup>. Le Conseil d'administration est convoqué par le président chaque fois que l'intérêt de la Fondation Forêt de Soignes le requiert, et au moins 2 fois par an.

Le Conseil d'administration doit également être convoqué lorsqu'un tiers des administrateurs le demande.

§ 2. La convocation se fait par tout moyen écrit, y compris un e-mail. La convocation indique la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion.

§ 3. Le président préside les réunions. Si le président est empêché, la présidence est assurée par le plus âgé des administrateurs présents.

§ 4. Toute décision est prise par consensus, à l'exception des décisions relatives à la révocation d'administrateurs. Si aucun consensus ne peut être atteint, un rapport est rédigé, dans lequel le point de vue de chaque partie est expliqué en détail. Chaque partie peut demander la concertation ministérielle à cet égard.

§ 5. En cas de conflit d'intérêts, à savoir si un administrateur a un intérêt direct ou indirect qui est contraire à une décision ou une transaction du Conseil d'administration, l'administrateur concerné doit en avvertir le Conseil d'administration, ainsi que le commissaire, et il ne peut pas participer aux délibérations ni aux votes concernant ce point. Cela doit être relaté dans le procès-verbal de la réunion, ainsi que dans le rapport annuel.

§ 6. Les décisions du Conseil d'administration sont consignées dans les procès-verbaux, lesquels sont signés par le président et le secrétaire de la réunion, et inscrites dans un registre spécial qui est conservé au siège de la Fondation Forêt de Soignes.

§ 7. Le Conseil d'administration est responsable de la nomination et du licenciement de tous les membres du personnel de la Fondation Forêt de Soignes.

Le Conseil d'administration détermine leurs tâches et leur rémunération.

Le personnel de la Fondation Forêt de Soignes est engagé sous contrat de travail.

§ 8. Le Conseil d'administration est habilité à agir en droit, soit comme requérant, soit comme défendeur, et est compétent pour l'acceptation de toutes les contributions (telles que legs, donations, subsides, sponsoring ou financement de projet).

§ 9. Le Conseil d'administration établit son règlement d'ordre intérieur au plus tard trois mois après sa constitution.

Le règlement d'ordre intérieur détermine l'organisation interne du Conseil d'administration conformément au présent accord et aux statuts. Il doit prévoir au moins :

1° les règles pour la convocation des membres effectifs et de leurs suppléants, y compris la convocation par voie électronique; la convocation indique le lieu, le moment et l'ordre du jour de la réunion;

2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;

3° l'obligation de faire un compte rendu de la réunion;

4° le mode de transmission des documents aux membres effectifs et à leurs suppléants;

5° le lieu où se tiennent les réunions du Conseil d'administration.

Le règlement d'ordre intérieur est publié au *Moniteur belge*.

#### **Art. 9.** Compétences du Conseil d'administration

§ 1<sup>er</sup>. Sauf dispositions contraires dans le présent accord, le Conseil d'administration dispose de toutes les compétences nécessaires au fonctionnement de la Fondation Forêt de Soignes et à l'exécution de ses tâches.

Le Conseil d'administration est notamment chargé des tâches suivantes :

1° l'adoption du plan stratégique triennal, y compris la définition des objectifs et projets qui s'inscrivent dans le cadre de la mission de la Fondation Forêt de Soignes, ainsi que le suivi de l'exécution de ce plan stratégique;

2° l'adoption du plan opérationnel annuel, y compris la définition des priorités et du planning de la Fondation Forêt de Soignes, ainsi que le suivi de l'exécution de ce plan opérationnel;

3° l'adoption du budget;

4° la définition des modalités de la politique de communication de la Fondation Forêt de Soignes;

5° la réalisation et la sous-traitance d'études en lien avec les missions de la Fondation Forêt de Soignes;

6° la définition des besoins en personnel, ainsi que des descriptions de fonction, du système de rémunération et du règlement de travail;

7° la décision de procéder à des engagements et la procédure d'engagement du personnel;

8° l'approbation des comptes et du compte rendu du fonctionnement de l'exercice comptable précédent.

§ 2. Le Conseil d'administration ne peut pas modifier les missions de la Fondation, telles que définies à l'article 4 du présent accord.

§ 3. Le Conseil d'administration veille à ce que, dans l'exercice d'activités économiques financées par des fonds publics, les conditions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 soient remplies, qui prévoit que certaines catégories d'aide en vertu des articles 107 et 108 du Traité, sont déclarées compatibles avec le marché intérieur.

### *Section 2. — La direction*

#### **Art. 10.** Fonctionnement et composition de la direction

Sans préjudice du deuxième alinéa du présent article, le Conseil d'administration désigne un membre du personnel comme directeur, chargé de l'administration quotidienne de la Fondation Forêt de Soignes.

Les membres du groupe de pilotage, tel que visé dans l'accord de coopération du 30 avril 2012 entre la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale pour le modèle de concertation dans le cadre du schéma de structure de la Forêt de Soignes, peuvent se voir attribuer des compétences spécifiques concernant l'administration quotidienne de la Fondation Forêt de Soignes.

Le directeur et les membres du groupe de pilotage se trouvent sous la tutelle et le contrôle du Conseil d'administration.

### *Section 3. — Le secrétariat*

#### **Art. 11.** Personnel

Il est constitué un secrétariat en soutien à la Fondation Forêt de Soignes.

#### **Art. 12.** Tâches

Le secrétariat est chargé de la préparation et de l'exécution de toutes les décisions du Conseil d'administration. Le secrétariat élabore notamment à cet effet les projets de plan stratégique triennal, le plan opérationnel annuel, le budget, les comptes, ainsi que le compte rendu du fonctionnement de l'exercice comptable précédent, qui sont soumis au Conseil d'administration.

CHAPITRE III. — *Publicité de l'administration, accès à l'information environnementale et implication du public***Art. 13.** Publicité de l'administration et accès à l'information environnementale

§ 1<sup>er</sup>. Le secrétariat met à la disposition de toutes personnes physiques ou morales qui le requièrent, les informations qui sont en la possession de la Fondation Forêt de Soignes en vertu du présent accord de coopération, conformément à la réglementation visée au § 2. Le secrétariat peut refuser ou limiter la publication de ces informations dans les conditions prévues par la réglementation visée au § 2.

Toute personne qui demande des informations en application du premier alinéa, peut intenter un recours auprès du Conseil d'administration en cas de refus ou d'absence de décision du secrétariat, conformément à la réglementation visée au § 2.

§ 2. Par analogie, le secrétariat et le Conseil d'administration de la Fondation Forêt de Soignes appliquent la réglementation relative à la publicité de l'administration et à l'accès du public aux informations environnementales de la partie avec laquelle la demande entretient les liens les plus étroits.

**Art. 14.** Implication du public et évaluation des impacts environnementaux

§ 1<sup>er</sup>. Chaque partie prend des mesures, en ce qui la concerne, afin que le public ait à un stade précoce de réelles possibilités de participer à la préparation, à la modification ou à la révision du plan stratégique triennal et du plan opérationnel annuel, si et dans la mesure où une telle obligation découle du droit international ou du droit de l'Union.

Chaque partie indique au public, en ce qui la concerne, que pour l'application du premier alinéa, il a voix au chapitre, notamment les organisations non gouvernementales concernées qui répondent aux prescriptions pertinentes conformément à la réglementation régionale, telles que celles qui s'engagent pour la protection de l'environnement.

§ 2. La Fondation Forêt de Soignes soumet le plan stratégique triennal et le plan opérationnel annuel à une évaluation préalable des impacts sur l'environnement, avec implication du public, si cela est requis conformément à la réglementation d'une ou de plusieurs parties, et conformément à la réglementation en vigueur pour chacune de ces parties.

CHAPITRE IV. — *Dispositions budgétaires***Art. 15.** Budget et comptes

§ 1<sup>er</sup>. Chaque année avant le 15 avril, le Conseil d'administration fixe le budget pour l'exercice comptable suivant, avec une indication des revenus et des dépenses. L'exercice comptable coïncide avec l'année calendrier.

Dans le mois qui suit la fixation par le Conseil d'administration, le budget est soumis pour approbation à la concertation ministérielle, ainsi qu'à chaque Ministre régional qui a le budget dans ses compétences.

Si le budget n'est pas approuvé avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice comptable concerné, le budget de l'exercice comptable précédent est prolongé sous le régime des douzièmes provisoires.

§ 2. Chaque année avant le 15 avril, le Conseil d'administration approuve les comptes de l'exercice comptable écoulé, et fait un compte rendu du fonctionnement et de la situation financière de la Fondation Forêt de Soignes concernant l'exercice comptable précédent.

Dans le mois qui suit l'approbation par le Conseil d'administration, les comptes et le compte rendu sont soumis à la concertation ministérielle, ainsi qu'à chaque Ministre régional qui a le budget dans ses compétences.

**Art. 16.** Contrôle budgétaire et contrôle des comptes

§ 1<sup>er</sup>. La Cour des Comptes exerce un contrôle sur toutes les décisions de la Fondation Forêt de Soignes qui ont un impact budgétaire ou financier.

§ 2. Sous réserve des obligations découlant de la loi du 27 juin 1921, le contrôle de la comptabilité de la Fondation Forêt de Soignes peut être confié à un commissaire, choisi parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprises. Le commissaire est désigné par le Conseil d'administration. Le commissaire exerce sa fonction sans s'immiscer dans la gestion de la Fondation Forêt de Soignes.

Le commissaire a accès à tous les documents comptables. Les comptes annuels lui sont communiqués 45 jours avant la réunion au cours de laquelle le Conseil d'administration étudie les comptes. Le commissaire transmet un rapport sur ces comptes au Conseil d'administration.

Le commissaire est désigné pour une durée de trois ans et sa désignation est renouvelable. Le Conseil d'administration peut mettre à tout moment un terme à la désignation.

**Art. 17.** Financement

§ 1<sup>er</sup>. La Fondation Forêt de Soignes est financée chaque année par les parties. Elles veillent à cet égard à ce que les frais de fonctionnement de la Fondation Forêt de Soignes soient compris dans les budgets respectifs.

Chaque partie verse le montant dû sur un compte géré par le secrétariat. Tous les frais communs sont financés via ce compte.

§ 2. Les frais communs inhérents à l'exécution du présent accord sont à charge des parties concernées, conformément à la clé de répartition suivante :

1° Région flamande: 55 % ;

2° Région de Bruxelles-Capitale: 35 % ;

3° Région wallonne: 10 % .

§ 3. Chaque partie s'engage à mettre les crédits requis à la disposition de la Fondation Forêt de Soignes dans les délais.

Si l'une des parties n'a pas mis à disposition tous les crédits requis pour l'exercice comptable en cours pour le 15 juillet au plus tard, cette partie sera redevable à la Fondation Forêt de Soignes d'un intérêt d'office sur tous les montants arriérés, égal au taux d'intérêt légal en affaires civiles, majoré de cinq points de pourcentage.

§ 4. Pour exécuter ses missions, la Fondation Forêt de Soignes est habilitée à :

- 1° recevoir des donations et des legs;
- 2° recevoir les recettes des activités, si ces activités sont payantes;
- 3° participer à des appels à projets subventionnés.

§ 5. Les soldes excédentaires éventuels seront retransmis à la Fondation Forêt de Soignes, en augmentation de ses avoirs propres, lesquels seront affectés à la réalisation de l'objectif de la Fondation Forêt de Soignes.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 18.** Durée du présent accord

L'accord est conclu pour une durée indéterminée. Si l'une des parties veut mettre fin aux activités de la Fondation Forêt de Soignes, une concertation ministérielle est organisée.

**Art. 19.** Litiges

§ 1<sup>er</sup>. Les litiges entre les parties portant sur l'interprétation et l'exécution du présent accord, qui ne trouvent pas d'issue au sein du Conseil d'administration, sont soumis à la concertation ministérielle.

§ 2. Si aucun compromis n'est atteint au sein de la concertation ministérielle, le litige est soumis à la juridiction telle que visée à l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui est rendu applicable au présent accord.

Les frais de fonctionnement de cette juridiction, l'indemnisation du président et des membres, ainsi que les frais d'expertise ou les frais de l'enquête ordonnée par la juridiction, sont à charge de chaque partie, conformément à la clé de répartition fixée à l'article 17, § 2, du présent accord.

La procédure devant cette juridiction est menée conformément à la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92bis, § 5 et § 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

**Art. 20.** Publication

Le présent accord est publié au *Moniteur belge*, à la demande de la Région dont le législateur a donné son consentement en dernier lieu.

Fait à Namur, le 25 avril 2017, en autant d'exemplaires que de parties contractantes.

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,  
J. SCHAUVLIEGE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,  
R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement,  
de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,  
C. FREMAULT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/203069]

**25 APRIL 2017. — Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende oprichting van de Stichting Zoniënwoud**

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, § 2, 1° en artikel 92bis, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming;

Gelet op de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen, artikel 27;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Vlaamse Gewest, bevoegd voor begroting, van 3 februari 2017;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest, bevoegd voor begroting, van 15 december 2016;

Gelet op het akkoord van de Minister van Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor begroting, van 24 november 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van het Vlaamse Gewest van 2 augustus 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van het Waalse Gewest van 12 mei 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 april 2016;

Gelet op het overleg van de gewestregeringen op 19 september 2016, in toepassing van artikel 6, § 2, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de regeringen van het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ertoe gehouden zijn onderling overleg te plegen over de bijzondere bepalingen betreffende de bossen die op het grondgebied van meer dan één gewest liggen;

Overwegende dat het Zoniënwoud een belangrijke ecologische, culturele en sociale functie vervult;

Overwegende dat voor het Zoniënwoud een intergewestelijke structuurvisie is opgemaakt;

Overwegende dat op 10 november 2008 door de drie bevoegde Ministers de intentieverklaring betreffende de intergewestelijke samenwerking bij de uitbouw en het beheer van het Zoniënwoud is ondertekend;

Overwegende dat de Ministers in die verklaring :

- de concepten en principes die zijn opgenomen in de structuurvisie onderschrijven;
- het engagement aangaan om een intergewestelijk overlegmodel met betrekking tot het Zoniënwoud te ontwikkelen;
- overeenkomen een ontwerp van stappenplan te ontwikkelen op basis van de structuurvisie;

Overwegende dat het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest op 30 april 2012 het akkoord houdende het overlegmodel in het kader van de structuurvisie van het Zoniënwoud hebben ondertekend;

Overwegende dat in en om het Zoniënwoud in het kader van de intergewestelijke structuurvisie realisaties gepland zijn waarvan een reeks reeds in uitvoering is;

Overwegende dat het afstemmen van alle initiatieven met de actoren over de grenzen van bestuursniveaus heen, de publieke en private partners, werkvelden, thema's en doelgroepen een voortdurende inzet vergt waarbij de Stichting Zoniënwoud de noodzakelijke garanties kan bieden voor de verdere realisatie van de voormelde afspraken;

Overwegende dat de verwezenlijking van de intergewestelijke visie van belang is voor een duurzame toekomst van de natuurwaarden van het gebied;

Overwegende dat de Stichting Zoniënwoud wordt opgericht met het oog op de verdere realisatie van de structuurvisie en een basisfinanciering ontvangt om dat belangloos doel te verwezenlijken;

Overwegende dat het beheer van het Zoniënwoud op het grondgebied van het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respectievelijk wordt verzekerd door het Agentschap voor Natuur en Bos, de Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en het Brusselse Instituut voor Milieubeheer;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering in de persoon van haar Minister-President en van de Vlaamse Minister bevoegd voor het bosbeleid;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering in de persoon van haar Minister-President en van de Waalse Minister bevoegd voor het bosbeleid;

Het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, vertegenwoordigd door de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest in de persoon van haar Minister-President en van de Minister bevoegd voor het bosbeleid;

Komen het volgende overeen,

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

##### Artikel. 1. Definities

In dit akkoord wordt verstaan onder :

- 1° Stichting Zoniënwoud : de stichting zoals vermeld in artikel 3 van dit samenwerkingsakkoord;
- 2° de partijen : de partijen bij dit akkoord;
- 3° dit akkoord : het huidige samenwerkingsakkoord;
- 4° de wet van 27 juni 1921 : de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen;
- 5° het Ministerieel overleg : Ministerieel overleg ingesteld door artikel 4 van het samenwerkingsakkoord van 30 april 2012 tussen het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest voor het overlegmodel in het kader van de Structuurvisie van het Zoniënwoud;
- 6° intergewestelijke structuurvisie : een gezamenlijke en samenhangende visie voor het Zoniënwoud, vastgelegd in de intentieverklaring betreffende de intergewestelijke samenwerking bij de uitbouw en het beheer van het Zoniënwoud van 10 november 2008, die de strategische opties definieert, zoals die van tijd tot tijd kan worden herzien;
- 7° driejaarlijks strategisch plan : een plan waarin de strategische opties uit de intergewestelijke structuurvisie worden vertaald naar de strategische doelen van de Stichting Zoniënwoud voor drie opeenvolgende kalenderjaren;
- 8° jaarlijks operationeel plan : een plan waarin de operationele doelstellingen van de Stichting Zoniënwoud voor één kalenderjaar worden opgenomen, in uitwerking van het toepasselijke driejaarlijks strategisch plan.

##### Art. 2. Voorwerp

Dit akkoord beoogt de oprichting van de Stichting Zoniënwoud en de vastlegging van haar opdrachten, evenals de modaliteiten van de werking, organisatie en samenwerking.

##### Art. 3. Stichting Zoniënwoud

§ 1. Door dit akkoord stemmen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in met de oprichting van de Stichting Zoniënwoud.

§ 2. De Stichting Zoniënwoud is een publiekrechtelijke rechtspersoon die opgericht wordt in de vorm van een private stichting in de zin van artikel 27 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen.

§ 3. De Stichting Zoniënwoud wordt opgericht bij een authentieke akte overeenkomstig artikel 27 en volgende van de wet van 27 juni 1921.

§ 4. De gecoördineerde wetten op het taalgebruik in bestuurszaken zijn van toepassing.

**Art. 4. Opdracht**

§ 1. De Stichting Zoniënwood neemt de initiatieven die noodzakelijk zijn om de intergewestelijke structuurvisie te realiseren, onverminderd artikel 14 van dit akkoord.

De nadere regels inzake de herziening van de intergewestelijke structuurvisie worden door de drie bevoegde Ministers gezamenlijk bepaald. De herziening van de intergewestelijke visie heeft geen invloed op de inhoud van dit akkoord. In voorkomend geval geeft een herziening van de intergewestelijke structuurvisie derhalve geen aanleiding tot wijziging van dit akkoord.

In geen enkel geval zal de Stichting Zoniënwood als plaatsvervanger optreden wat betreft de uitoefening van de gewestelijke bevoegdheden met betrekking tot het beheer van het Zoniënwood.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, staat de Stichting Zoniënwood in voor de volgende opdrachten :

1° uitvoering van de procesbegeleiding tot realisatie van de intergewestelijke structuurvisie, met inbegrip van de participatie van het publiek en de aspecten betreffende de communicatie;

2° de technische en inhoudelijke projectopvolging, en het aantrekken van (co)financiering voor projecten;

3° faciliteren van het onthaal van het publiek, conform de intergewestelijke structuurvisie;

4° de coördinatie van de dataverzameling noodzakelijk voor de realisatie van de intergewestelijke structuurvisie en de informatie-uitwisseling tussen de gewesten.

**Art. 5. Studies en onderzoek**

De Stichting Zoniënwood is gemachtigd alle nodige studies en onderzoeken uit te voeren of te laten uitvoeren in het kader van haar opdracht.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie van de Stichting*

*Afdeling 1. — De raad van bestuur*

**Art. 6. Samenstelling van de raad van bestuur**

§ 1. De Stichting Zoniënwood wordt bestuurd door een raad van bestuur die uit minstens zeven leden bestaat, te weten :

1° een bestuurder, aangeduid door de regering van elk gewest, die vanuit zijn functie belast is met het effectieve beheer van het Zoniënwood. De regering van elk gewest wijst ook een plaatsvervanger aan;

2° een bestuurder, aangeduid door de regering van elk gewest, die een specifieke band heeft met het Zoniënwood. De regering van elk gewest wijst ook een plaatsvervanger aan;

3° een onpartijdige en onafhankelijke voorzitter als zevende lid, gecoöpteerd door de andere bestuurders.

§ 2. Maximum vier bijkomende onafhankelijke bestuurders kunnen worden benoemd bij consensus door coöptatie binnen de raad van bestuur.

De onafhankelijke bestuurder in de zin van deze paragraaf dient ten minste te voldoen aan volgende criteria :

1° gedurende een tijdvak van vijf jaar voorafgaand aan zijn benoeming, noch in de Stichting Zoniënwood, noch in een instantie ressorterend onder de bevoegdheden van de betrokken gewesten of kabinetten, een mandaat van lid van het bestuursorgaan of een functie van lid van de directie of van persoon belast met het dagelijks bestuur hebben uitgeoefend;

2° geen significante zakelijke relatie hebben of in het voorbije boekjaar hebben gehad met de Stichting Zoniënwood, noch rechtstreeks noch als vennoot, aandeelhouder, lid van het bestuursorgaan of lid van het leidinggevend personeel, van een vennootschap of persoon die een dergelijke relatie onderhoudt met de Stichting Zoniënwood;

3° in de voorbije drie jaar geen leidinggevend personeelslid zijn geweest van de Stichting Zoniënwood;

4° geen echtgenoot, wettelijk samenwonende partner of bloed- of aanverwanten tot de tweede graad hebben die in de Stichting Zoniënwood een mandaat uitoefenen van :

a) lid van de raad van bestuur;

b) lid van de directie;

c) lid van het leidinggevend personeel.

**Art. 7. Mandaat**

§ 1. Het mandaat van bestuurder wordt uitgeoefend ten kosteloze titel.

§ 2. Het mandaat van de bestuurders aangeduid overeenkomstig artikel 6, § 1, 1°, eindigt in elk geval wanneer de functie die hen belast met het effectieve beheer van het Zoniënwood ophoudt.

Het mandaat van de door de Gewesten benoemde bestuurders overeenkomstig artikel 6, § 1, 2°, eindigt in elk geval op het einde van elke legislatuur. De uittrekkende bestuurders blijven het lopende mandaat uitoefenen tot op het ogenblik dat ze worden vervangen.

Het mandaat van de voorzitter en van overige eventueel gecoöpteerde bestuurders, overeenkomstig artikel 6, § 1, 3°, en § 2, geldt voor een termijn van vijf jaar. Deze bestuurders zijn herkiesbaar.

Hetgeen voorafgaat doet geen afbreuk aan hetgeen de statuten zullen bepalen betreffende het vroegtijdig eindigen van een bestuursmandaat.

**Art. 8. Werking van de raad van bestuur**

§ 1. De raad van bestuur wordt bijeengeroepen door de voorzitter telkens het belang van de Stichting Zoniënwood dit vereist, en ten minste 2 maal per jaar.

Tevens dient de raad van bestuur te worden bijeengeroepen wanneer één derde van de bestuurders hierom verzoekt.



§ 2. De bijeenroeping gebeurt door middel van elk geschreven medium, met inbegrip van e-mail. De bijeenroeping vermeldt de plaats, het tijdstip en de agenda van de vergadering.

§ 3. De voorzitter zit de vergaderingen voor. Indien de voorzitter verhinderd is, wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudste onder de aanwezige bestuurders.

§ 4. Met uitzondering van beslissingen betreffende afzetting van bestuurders, wordt elke beslissing bij consensus genomen. Wanneer geen consensus kan worden bereikt, wordt een verslag opgesteld dat het standpunt van elke partij uitvoerig toelicht. Elke partij kan in dit verband om het Ministerieel overleg verzoeken.

§ 5. In geval van belangenconflict, te weten indien een bestuurder een rechtstreeks of onrechtstreeks vermogensbelang heeft dat in strijd is met een beslissing of transactie van de raad van bestuur, dient de betreffende bestuurder de raad van bestuur hiervan op de hoogte te brengen, alsook de commissaris, en mag deze niet deelnemen aan de beraadslagingen en de stemmingen aangaande dit punt. Hiervan dient melding te worden gemaakt in het verslag van de vergadering, alsook in het jaarverslag.

§ 6. De beslissingen van de raad van bestuur worden opgenomen in verslagen, welke worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris van de vergadering en ingeschreven in een speciaal register dat wordt bewaard op de zetel van de Stichting Zoniënwoud.

§ 7. De raad van bestuur is verantwoordelijk voor de benoeming en het ontslag van alle personeelsleden van de Stichting Zoniënwoud.

De raad van bestuur bepaalt hun taken en bezoldiging.

Het personeel van de Stichting Zoniënwoud wordt bij arbeidsovereenkomst aangeworven.

§ 8. De raad van bestuur is gemachtigd om in rechte op te treden hetzij als eiser, hetzij als verweerder en is bevoegd voor de aanvaarding van alle bijdragen (zoals legaten, schenkingen, subsidies, sponsoring of projectfinanciering).

§ 9. De raad van bestuur stelt zijn reglement van inwendige orde uiterlijk drie maanden na zijn samenstelling vast.

Het reglement van inwendige orde bepaalt de interne organisatie van de raad van bestuur overeenkomstig dit akkoord en de statuten. Het moet ten minste voorzien in :

1° de regels voor de oproeping van de effectieve leden en hun vervangers, met inbegrip van oproeping via de elektronische weg; de oproeping vermeldt de plaats, het tijdstip en de agenda van de vergadering;

2° de regels met betrekking tot de inschrijving van de agendapunten;

3° de verplichting tot het maken van een verslag van de vergadering;

4° de wijze van overmaking van de documenten aan de effectieve leden en hun vervangers;

5° de plaats van de vergaderingen van de raad van bestuur.

Het reglement van inwendige orde wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 9.** Bevoegdheden van de raad van bestuur

§ 1. Tenzij anders bepaald in dit akkoord, beschikt de raad van bestuur over alle bevoegdheden die voor de werking van de Stichting Zoniënwoud en de uitvoering van haar taken vereist zijn.

De raad van bestuur is onder meer belast met de volgende taken :

1° het aannemen van het driejaarlijks strategisch plan, met inbegrip van het vastleggen van de doelstellingen en projecten die kaderen in de opdracht van de Stichting Zoniënwoud, alsook de opvolging van de uitvoering van dit strategisch plan;

2° het aannemen van het jaarlijks operationeel plan, met inbegrip van het vastleggen van de prioriteiten en de planning van de Stichting Zoniënwoud, alsook de opvolging van de uitvoering van dit operationeel plan;

3° het aannemen van de begroting;

4° het bepalen van de modaliteiten van het communicatiebeleid van de Stichting Zoniënwoud;

5° het uitvoeren en laten uitvoeren van studies die verband houden met de opdrachten van de Stichting Zoniënwoud;

6° het vaststellen van het personeelsnoden, alsook van de functieomschrijvingen, de bezoldigingsregeling en het arbeidsreglement;

7° het beslissen over de aanwervingen en de aanwervingsprocedure voor het personeel;

8° het goedkeuren van de rekeningen en het verslag over de werking van het voorbije boekjaar.

§ 2. De raad van bestuur kan de opdrachten van de Stichting, zoals bepaald in artikel 4 van dit akkoord, niet wijzigen.

§ 3. De raad van bestuur ziet erop toe dat bij uitoefening van economische activiteiten gefinancierd met staatsmiddelen wordt voldaan aan de voorwaarden van de verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

#### *Afdeling 2. — De directie*

**Art. 10.** Werking en samenstelling van de directie

Onverminderd het tweede lid van dit artikel wordt door de raad van bestuur één personeelslid als directeur aangewezen die belast wordt met het dagelijks bestuur van de Stichting Zoniënwoud.

De leden van de Stuurgroep, zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 30 april 2012 tussen het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest voor het overlegmodel in het kader van de structuurvisie van het Zoniënwoud, kunnen met specifieke bevoegdheden betreffende het dagelijks bestuur van de Stichting Zoniënwoud worden belast.

De directeur en de leden van de Stuurgroep staan onder de voogdij en controle van de raad van bestuur.

#### *Afdeling 3. — Het secretariaat*

**Art. 11.** Personeel

Er wordt een secretariaat opgericht voor ondersteuning van de Stichting Zoniënwoud.

**Art. 12. Taken**

Het secretariaat is belast met de voorbereiding en de uitvoering van alle beslissingen van de raad van bestuur. Het secretariaat stelt hiertoe onder meer de ontwerpen op van het strategisch driejaarlijks plan, het jaarlijks operationeel plan, de begroting, de rekeningen evenals het verslag over de werking van het voorbije boekjaar, die worden voorgelegd aan de raad van bestuur.

**HOOFDSTUK III. — Openbaarheid van bestuur, toegang tot milieu-informatie en betrokkenheid van het publiek****Art. 13. Openbaarheid van bestuur en toegang tot milieu-informatie**

§ 1. Het secretariaat stelt de informatie, die de Stichting Zoniënwoud op grond van dit samenwerkingsakkoord in zijn bezit heeft, ter beschikking van alle natuurlijke personen of rechtspersonen die daarom verzoeken, overeenkomstig de regelgeving bedoeld in § 2. Het secretariaat kan de openbaarmaking van die informatie weigeren of beperken onder de voorwaarden zoals voorzien in de regelgeving bedoeld in § 2.

Iedereen die verzoekt om informatie in toepassing van het eerste lid, kan bij de raad van bestuur beroep instellen tegen een weigering of bij ontstentenis van een beslissing van het secretariaat overeenkomstig de regelgeving bedoeld in § 2.

§ 2. Het secretariaat en de raad van bestuur van de Stichting Zoniënwoud passen per analogie de regelgeving toe betreffende de openbaarheid van bestuur en de toegang van het publiek tot milieu-informatie van die partij waarmee de aanvraag de nauwste band heeft.

**Art. 14. Betrokkenheid van het publiek en beoordeling van milieueffecten**

§ 1. Elke partij treft, wat haar betreft, maatregelen zodat het publiek in een vroeg stadium reële mogelijkheden krijgt deel te nemen aan de voorbereiding, wijziging of herziening van het driejaarlijks strategisch plan en van het jaarlijks operationeel plan, indien en in zoverre dergelijke verplichting voortvloeit uit het internationaal recht of uit het Unierecht.

Elke partij wijst, wat haar betreft, het publiek aan dat voor de toepassing van het eerste lid recht op inspraak heeft, waaronder betrokken niet-gouvernementele organisaties die aan relevante voorschriften krachtens de gewestelijke regelgeving voldoen, zoals die welke zich inzetten voor milieubescherming.

§ 2. De Stichting Zoniënwoud onderwerpt het driejaarlijks strategisch plan en het jaarlijks operationeel plan aan een voorafgaande beoordeling van de effecten voor het milieu, met inspraak van het publiek, indien zulks vereist is overeenkomstig de regelgeving van één of meer partij(en), en in overeenstemming met de toepasselijke regeling van elk van die partijen.

**HOOFDSTUK IV. — Budgettaire bepalingen****Art. 15. Begroting en rekeningen**

§ 1. Elk jaar vóór 15 april stelt de raad van bestuur de begroting vast voor het volgende boekjaar met een opgave van alle inkomsten en uitgaven. Het boekjaar valt samen met het kalenderjaar.

Binnen één maand na de vaststelling door de raad van bestuur wordt de begroting ter goedkeuring voorgelegd aan het Ministerieel overleg, alsook aan elke gewestMinister onder wiens bevoegdheid de begroting ressorteert.

Indien de begroting niet wordt goedgekeurd voor 1 januari van het betreffende boekjaar, wordt de begroting van het vorige boekjaar verlengd onder het stelsel van de voorlopige twaalfden.

§ 2. Elk jaar vóór 15 april keurt de raad van bestuur de rekeningen van het afgelopen boekjaar goed en stelt hij een verslag op over de werking en de financiële toestand van de Stichting Zoniënwoud met betrekking tot het voorbije boekjaar.

Binnen één maand na de goedkeuring door de raad van bestuur worden de rekeningen en het verslag overgemaakt aan het Ministerieel overleg, alsook aan elke gewestMinister onder wiens bevoegdheid de begroting ressorteert.

**Art. 16. Budgettaire toezicht en controle van de rekeningen**

§ 1. Het Rekenhof oefent toezicht uit op alle beslissingen van de Stichting Zoniënwoud die een budgettaire of financiële weerslag hebben.

§ 2. Onverminderd de verplichtingen ingevolge de wet van 27 juni 1921, kan de controle op de boekhouding van de Stichting Zoniënwoud toevertrouwd worden aan een commissaris, gekozen onder de leden van het Instituut van Bedrijfsrevisoren. De commissaris wordt door de raad van bestuur aangesteld. De commissaris oefent zijn taak uit zonder zich in het beheer van de Stichting Zoniënwoud te mengen.

De commissaris heeft toegang tot alle boekhoudkundige documenten. De jaarrekeningen worden aan hem meegedeeld 45 dagen voor de vergadering tijdens dewelke de raad van bestuur de rekeningen onderzoekt. De commissaris maakt een verslag over deze rekeningen over aan de raad van bestuur.

De commissaris wordt aangesteld voor de duur van drie jaar en diens aanstelling is hernieuwbaar. De raad van bestuur kan de aanstelling te allen tijde beëindigen.

**Art. 17. Financiering**

§ 1. De Stichting Zoniënwoud wordt jaarlijks gefinancierd door de partijen. Daartoe zien zij er op toe dat de werkingskosten van de Stichting Zoniënwoud inbegrepen zijn in hun respectievelijke begrotingen.

Elke partij stort het verschuldigde bedrag op een rekening beheerd door het secretariaat. Alle gemeenschappelijke kosten worden via deze rekening gefinancierd.

§ 2. De gemeenschappelijke kosten inherent aan de uitvoering van dit akkoord vallen ten laste van de betrokken partijen conform aan volgende verdeelsleutel :

° Vlaamse Gewest: 55 % ;

2° Brussels Hoofdstedelijk Gewest: 35 % ;

3° Waalse Gewest: 10 % .

§ 3. Elke partij verbindt zich ertoe tijdig alle vereiste kredieten ter beschikking te stellen van de Stichting Zoniënwoud.

Indien een partij niet uiterlijk op 15 juli van het lopende boekjaar alle vereiste kredieten voor het lopende boekjaar ter beschikking heeft gesteld, zal die partij op alle achterstallige bedragen van rechtswege een interest verschuldigd zijn aan de Stichting Zoniënwoud gelijk aan de wettelijke rentevoet in burgerlijke zaken, vermeerderd met vijf procentpunt.

§ 4. Voor het vervullen van haar opdrachten is de Stichting Zoniënwoud gemachtigd om :

1° schenkingen en legaten te ontvangen;

2° de opbrengsten van de activiteiten te ontvangen, indien deze activiteiten betalend zijn;

3° deel te nemen aan oproepen van gesubsidieerde projecten.

§ 5. Eventuele batige saldi worden opnieuw overgedragen tot verhoging van het eigen vermogen van de Stichting Zoniënwoud, hetwelk zal worden aangewend voor de verwezenlijking van het doel van de Stichting Zoniënwoud.

#### HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

##### Art. 18. Duur van dit akkoord

Het akkoord wordt afgesloten voor onbepaalde duur. In het geval een van de partijen een einde wil stellen aan de activiteiten van de Stichting Zoniënwoud, wordt een Ministerieel overleg georganiseerd.

##### Art. 19. Geschillen

§ 1. De geschillen tussen de partijen met betrekking tot de uitlegging en de uitvoering van dit akkoord die geen oplossing vinden binnen de raad van bestuur, worden voorgelegd aan het Ministeriële overleg.

§ 2. Indien binnen het Ministeriële overleg geen vergelijk wordt bereikt, wordt het geschil voorgelegd aan het rechtscollege zoals bedoeld in artikel 92bis, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen dat van toepassing wordt gemaakt op dit akkoord.

De werkingskosten van dit rechtscollege, de vergoeding van de voorzitter en de leden, alsook de expertisecosten of de kosten van het door het rechtscollege bevolen onderzoek, worden ten laste genomen door elke partij overeenkomstig de verdeelsleutel bepaald in artikel 17, § 2, van dit akkoord.

De procedure voor dit rechtscollege wordt gevoerd overeenkomstig de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollege zoals bedoeld in het artikel 92bis, § 5 en § 6, en artikel 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen

##### Art. 20. Publicatie

Dit akkoord wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* op vraag van het gewest waarvan de wetgever het laatst zijn instemming heeft gegeven.

Opgemaakt te Namen op 25 april 2017, in evenveel exemplaren als er contracterende partijen zijn.

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,  
G. BOURGEOIS

De Vlaamse Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,  
J. SCHAUVLIEGE

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,  
R. VERVOORT

De Minister van Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,  
C. FREMAULT

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/31298]

#### 14 JUNI 2018. — Ordonnantie houdende verschillende procedurewijzigingen inzake tewerkstelling en economie

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

##### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

##### HOOFDSTUK 2. — Wijziging van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen

**Art. 2.** In artikel 137bis, § 1, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij de wet van 17 mei 2007 en het koninklijk besluit van 28 maart 1995, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« De termijn, vermeld in het eerste lid, bedraagt één jaar vanaf het schooljaar 2017-2018. ».

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/31298]

#### 14 JUIN 2018. — Ordonnance portant diverses modifications procédurales en matière d'emploi et d'économie

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Disposition générale

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

##### CHAPITRE 2. — Modification de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales

**Art. 2.** Dans l'article 137bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, inséré par la loi du 22 décembre 1989 et modifié par la loi du 17 mai 2007 et l'arrêté royal du 28 mars 1995, un alinéa est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, rédigé comme suit :

« Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est d'un an à partir de l'année scolaire 2017-2018. ».